

FICHE AMENDEMENT

Partie I - Titre V

Proposition d'amendement à l'Article : 30

Déposée par Monsieur Pierre Lequiller, Président de la Délégation pour l'Union européenne de l'Assemblée nationale française.

Qualité : - Membre titulaire

1. La politique de sécurité et de défense commune, qui fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune, assure à l'Union une capacité opérationnelle s'appuyant sur des moyens militaires et civils. L'Union peut les déployer dans des missions en dehors de l'Union pour le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité internationale conformément aux principes de la Charte des Nations Unies. **A titre exceptionnel et comme ultime recours, l'Union peut également les déployer en son sein.**

Explication éventuelle :

Même si la politique de sécurité et de défense commune ne s'applique par définition qu'à des missions en dehors de l'Union, il faut prévoir le cas où l'Union devrait maintenir provisoirement des forces militaires et civiles dans certaines régions appartenant à des États faisant leur entrée dans l'Union, comme ceux de l'Europe du Sud-Est.

Il ne faut pas non plus écarter totalement l'hypothèse d'un conflit suffisamment grave entre deux États membres nécessitant la mise en place d'une force d'interposition pour apaiser les tensions. Quelle serait la légitimité de l'Union à intervenir dans des crises extérieures aux yeux des pays tiers si elle ne pouvait pas régler elle-même ses éventuels conflits internes les plus graves et devait demander l'aide de forces extérieures pour des raisons juridiques ?

Enfin la règle du vote à l'unanimité au Conseil pour une mission de la PESD garantirait aux deux États membres en conflit que cette intervention serait impartiale et dictée par l'intérêt général européen.